



**L'égalité entre les femmes et les hommes : la nécessité d'une réelle
volonté politique**

Mémoire présenté par le
**CALACS (Centre d'aide et de lutte contre les agressions à caractère
sexuel) de Rimouski (appuyé par le CALACS du KRTB)**
dans le cadre de la consultation
«Ensemble pour l'égalité entre les femmes et les hommes»
du Secrétariat à la condition féminine

Janvier 2016

Introduction

Le CALACS de Rimouski est un organisme communautaire ayant une mission d'aide, de prévention et de lutte et revendications contre les agressions à caractère sexuel sur le territoire de Rimouski, de la Mitis, de la Matapédia et de Matane (Bas-Saint-Laurent). Les services d'aide qui y sont offerts sont gratuits et confidentiels. Ils s'adressent à toutes femmes de 14 ans et plus victimes d'agression à caractère sexuel ainsi qu'à leurs proches sans discrimination à l'égard de leur condition socio-économique, de leur origine ethnique, de leur religion et de leur orientation sexuelle.

Le CALACS de Rimouski poursuit différents objectifs, notamment ceux de promouvoir les intérêts des femmes dans la lutte contre les agressions à caractère sexuel et de revendiquer les droits des victimes d'agression à caractère sexuel en posant des actions concrètes pour lutter contre cette problématique. À ce titre, l'organisme participe au changement social nécessaire en regard de la violence faite aux femmes et particulièrement des agressions à caractère sexuel. C'est en tant qu'acteur incontournable de la lutte pour l'amélioration de la condition féminine que le CALACS de Rimouski expose ses préoccupations et ses recommandations dans le cadre de la présente consultation.

La symétrisation de l'égalité : un terrain glissant

La question de l'égalité entre les femmes et les hommes fait partie du quotidien du CALACS de Rimouski. En effet, à chaque jour, les intervenantes du centre travaillent avec une des conséquences les plus concrètes des rapports de sexe inégaux entre les femmes et les hommes dans la société : la violence sexuelle. Les statistiques sont lourdes de sens : une femme sur trois serait victime d'une agression à caractère sexuel à partir de l'âge de 16 ans (Ministère de la sécurité publique, 2004). Certains groupes de femmes sont encore plus vulnérables aux inégalités. À titre d'exemple, 80% des femmes ayant une déficience intellectuelle seront victimes d'agression sexuelle (Association du Québec pour l'intégration sociale, 2015). Dans les communautés autochtones, c'est plus de 75% des jeunes filles âgées de moins de 18 ans qui ont été victimes d'agression(s) sexuelle(s) (Ministère de la sécurité publique, 2004).

L'enjeu en est un de société. Les rapports sociaux de sexe se sont construits historiquement sur l'enchevêtrement d'un ensemble de systèmes d'oppression, dont le patriarcat fait partie. Il est nécessaire, dans un premier temps, de reconnaître que le système patriarcal est une cause directe des inégalités entre les femmes et les hommes. **Non seulement faut-il le reconnaître, mais faut-il aussi être en mesure de le nommer et de le dénoncer**, ne serait-ce que par souci de transparence et d'objectivité.

Une des préoccupations majeures que porte le CALACS de Rimouski est celle de la logique de la symétrisation des conditions de vie des femmes et des hommes de laquelle semble s'inspirer la ministre responsable de la Condition féminine. Le 3 septembre 2015 avait lieu le forum itinérant en matière d'agression sexuelle à Rivière-du-Loup, auquel le CALACS de Rimouski a participé. Mis sur pied pour faire suite au mouvement #AgressionNonDénoncée, qui a su mettre en lumière l'importance de la problématique de la violence sexuelle que vivent les femmes, la ministre a conclu la journée en faisant appel au manque de ressources en violence sexuelle pour les hommes. Bien que nous reconnaissons que les ressources pour hommes sont insuffisantes, la déclaration de la ministre nous laisse perplexes. Nous trouvons déplorable que le mot de la fin fasse ainsi appel à cette logique de la symétrisation de la situation des femmes et des hommes, qui peut être interprétée comme une négation de la discrimination dont font l'objet les femmes dans la société.

En ce sens, nous proposons que les actions gouvernementales **consolident l'approche spécifique de l'égalité** et ne tombent pas dans une conception horizontale des inégalités entre les femmes et les hommes. Nous souhaitons que les actions gouvernementales en matière d'égalité se fondent sur des interventions ciblées pour les femmes afin de corriger la situation d'inégalité de fait qu'elles vivent dans plusieurs sphères (intégrité et sécurité, santé, emploi, conciliation famille-travail, revenu, participation dans les lieux de pouvoir et d'influence).

Il importe d'être prudent face au discours masculiniste montant, qui délégitimise les luttes féministes en mettant sur un même plan les réalités sociales des femmes et celles des hommes. **Dans les faits, les femmes et les hommes ne vivent pas la même discrimination par rapport à leur sexe, et il importe de ne pas donner légitimité à ce genre de discours pour fonder des politiques gouvernementales qui auront un réel impact sur l'égalité.** Soyons inclusifs, mais ne «noyons pas le poisson» : les conditions de vie des femmes sont différentes de celles des hommes, en lien direct avec le système de domination que représente le patriarcat.

Le sous-financement du milieu communautaire: une entrave à la mission des groupes militant pour l'égalité

Le CALACS de Rimouski est un organisme communautaire qui bénéficie du financement provenant du Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS), dans le cadre du Programme de Soutien aux Organismes Communautaires (PSOC). À l'instar de l'ensemble des groupes communautaires en santé et services sociaux, **notre financement annuel ne nous permet pas de mener à bien l'ensemble de notre mission de lutte contre la violence sexuelle, élément pourtant central de l'égalité entre les femmes et les hommes.** Notre exercice de planification s'avère de plus en plus difficile à réaliser, l'équipe de travail constatant année après année qu'elle doit faire plus (répondre aux nouvelles

demandes d'aide, mettre à jour les ateliers de prévention, siéger sur de nouvelles tables de concertation, faire plus de gestion, etc.) avec moins (une minime indexation qui ne permet pas de suivre l'inflation des prix).

Malgré l'adoption d'une politique de reconnaissance de l'action communautaire il y a déjà 15 ans, il est fort difficile, en tant qu'organisme ayant développé une expertise spécifique en matière d'agression à caractère sexuel, de sentir que notre travail est réellement valorisé et reconnu par le gouvernement. **Une réelle reconnaissance de notre action passe sans contredit par un financement rehaussé** nous permettant non pas seulement de suivre le rythme actuel, mais aussi de développer nos services et notre expertise. Par ailleurs, on ne peut passer sous silence le programme politique d'austérité mis en place par le gouvernement et les conséquences directes de celui-ci sur les conditions de vie des femmes. En plus d'être un véritable recul en matière d'égalité entre les femmes et les hommes, le programme d'austérité laisse planer la menace de coupures budgétaires pour les groupes communautaires comme le nôtre qui œuvre quotidiennement pour l'amélioration des conditions de vie des femmes. Cela est inacceptable!

Le sous-financement du milieu communautaire et les mesures d'austérité ne sont pas des fatalités : d'autres choix sont à notre portée. Il n'en tient qu'aux décideurs politiques de faire les choix qui servent réellement l'égalité entre les femmes et les hommes. Définitivement, cela passe par un financement décent et à la hauteur du réel intérêt que l'on a pour l'atteinte de l'égalité et la fin des discriminations systémiques envers les femmes.

Conclusion

Nous avons souligné deux enjeux qui nous semblent plus que pertinents à prendre en compte pour le futur plan d'action en matière d'égalité entre les femmes et les hommes. Nous souhaitons en premier lieu que la ministre soit **critique face à une approche intégrée de l'égalité qui serait soutenue par une vision symétrique du vécu des femmes et celui des hommes**. Les femmes et les hommes n'ont pas les mêmes réalités, et un plan d'action qui vise une réelle égalité devrait prendre ce fait pour acquis. Nous souhaitons également que l'objectif d'une réelle **égalité entre les sexes soit soutenu par un financement réaliste, et donc rehaussé**.

Loin d'être idéalistes, ces deux préoccupations que nous avons nommées ne peuvent découler que d'une réelle volonté politique. Il faut nous donner les moyens d'agir, et cela passera notamment par l'adoption d'une analyse féministe assumée des inégalités, et par un financement à la hauteur de l'objectif que l'on se fixe, soit l'égalité réelle entre les femmes et les hommes.